



Evaluation Summary



International
Labour
Office

Evaluation
Office

Education for all Madagascar – Midterm independent evaluation

Quick Facts

Countries: Madagascar

Mid-Term Evaluation: 7 septembre 2018

Mode of Evaluation: Indépendante

Administrative Office: CO-Antananarivo

Technical Office: DEVINVEST

Evaluation Manager: Nombana Razafinisoa

Evaluation Consultant: Christian Bugnion de Moreta

Project End: 30 novembre 2018

Project Code: MAG/15/03/CEF

Donor & Project Budget: Norvège (US\$ 4,761,265)

Keywords: Approche HIMO, éducation, construction, emploi décent, Employabilité, formation professionnelle, qualification, développement rural et local

Background & Context

Summary of the project purpose, logic and structure

La cellule d'appui au projet du BIT à Antananarivo est chargée de la gestion et de l'exécution du projet, dont le but est la construction de 78 bâtiments scolaires (156 salles de classes) dans les régions d'Atsimo Andrefana et Androy, dans le Sud du pays. La

cellule de projet est composée de douze employés dont quatre ingénieurs qui accompagnent, suivent et supervisent la mise en œuvre des différentes composantes du projet qui utilise l'approche HIMO pour la construction de salles de classes, de réfectoires, cuisines, magasins et latrines dans les zones ciblées par le projet, en appui aux deux autres partenaires (UNICEF et PMA) dans le cadre du programme conjoint « Education Pour Tous ».

Present Situation of the Project

Le projet est en phase de finaliser la construction de 78 bâtiments scolaires à travers l'approche HIMO selon les plans de travail annuels. Le projet va donc atteindre son objectif qualitatif comme prévu dans le document de projet avec la construction de 78 bâtiments scolaires (156 salles de classes.) Toutefois cela ne couvre qu'une petite partie des besoins en infrastructure scolaire et la poursuite de la construction de bâtiments scolaires est nécessaire pour couvrir les besoins

Purpose, scope and clients of the evaluation

L'objectif de l'évaluation est d'effectuer une analyse en profondeur du projet à mi-parcours et d'en apprécier les résultats stratégiques. Le champ de l'évaluation s'étend depuis le mois d'octobre 2015 (date du début du projet) jusqu'au 30 juin 2018 dans les régions de Androy et Atsimo Andrefana, là où le BIT a réalisé 76 de ses 78 constructions.

Les destinataires de l'évaluation sont le Bureau de Pays de l'OIT (Cellule d'Appui des projets HIMO), le Royaume de Norvège, et les autres parties prenantes (MEN/DPFI, partenaires du Programme Conjoint Education Pour Tous, contreparties gouvernementales, régionales et locales).

Main Findings & Conclusions

Le BIT a clairement atteint l'objectif du PC et du projet HIMO Bâtiments avec la construction de 78 bâtiments et infrastructures scolaires dans les régions de la zone d'intervention du projet.

La qualité du bâti est généralement élevée, en accord avec les standards de l'approche HIMO, indépendamment du mode de construction utilisé. Les principaux utilisateurs (parents d'élèves, enseignants) et les services déconcentrés du MEN (direction des EPP, CISCO, ZAP, DREN) montrent un haut niveau de satisfaction avec les réalisations du projet, même si les efforts ne couvrent que partiellement les besoins. Des notes ont été données aux réalisations du projet sur une échelle de 1 (minimum) à 5 (maximum), et les notes moyennes d'appréciation des différents partenaires se situent entre 4 et 5, démontrant une grande appréciation des réalisations.

Le projet est pertinent pour la Norvège, pour le BIT, et pour le gouvernement, les besoins de construction d'infrastructure scolaires ayant été clairement identifiés. Il est moins évident de pouvoir juger de la pertinence par rapport aux parents d'élèves. Même si ceux-ci sont clairement satisfaits des constructions scolaires et ont activement participé aux efforts de constructions selon les responsabilités identifiées par le projet, il n'en reste pas moins que la valeur accordée à l'éducation n'est pas évidente, dans un contexte socio-économique

difficile où la priorité semble être d'accéder à des sources de revenus.

L'efficacité du projet est bonne puisque au 30 juin 2018 85% du budget était décaissé, et il est prévu que la totalité du budget soit dépensé à la fin du projet. L'équipe du projet représente une masse salariale de 12.8% du budget du projet, ce qui est correct si l'on tient compte de la vaste couverture géographique des zones d'interventions. La gestion du projet est efficace et transparente, avec un haut niveau de satisfaction des différents partenaires du projet.

L'efficacité du projet est bonne car l'objectif de la construction de 78 bâtiments scolaires qui figure au programme conjoint Education Pour Tous est entièrement réalisé. Par rapport au document de projet HIMO Bâtiment, le BIT a pu atteindre trois de quatre objectifs immédiats selon les attentes : la formation en approche HIMO structurée auprès des partenaires (OI1), l'amélioration des conditions d'enseignement fondamental par la construction des écoles publiques (OI2), l'accroissement de la possibilité d'obtenir un emploi et un revenu décent par l'application de l'approche HIMO (8.13% des décaissements du projet a été dépensé comme masse salariale en revenus directs avec 1,435 emplois créés). Le quatrième objectif, garantir la diffusion de l'approche HIMO, est tributaire d'un contexte politique complexe et il faut attendre le résultat des élections de novembre pour tirer des conclusions sur la manière de pérenniser l'HIMO à Madagascar.

Le BIT a introduit un élément innovant et porteur pour la durabilité du bâti : les comités d'entretien (CE) qui sont composés de parents d'élèves et de main-d'œuvre formés durant la construction pour assurer, à l'aide d'un fonds d'entretien, la durabilité des infrastructures au-delà de la période de garantie (1 an après la réception définitive.)

Le projet HIMO Bâtiments a largement atteint l'objectif défini dans le programme conjoint « EPT » tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif. Il a aussi atteint l'objectif du projet BIT HIMO d'améliorer l'accès à l'éducation fondamentale par l'augmentation du nombre d'établissements scolaires et le nombre des opérateurs.

Recommendations

Main recommendations and follow-up

Au niveau du projet

1. Revoir les recommandations techniques de l'évaluation de qualité du bâti pour la suite du projet, en pensant aux résultats de long terme (action : cellule d'appui au projet, priorité : haute, ressources : non applicable, calendrier : immédiat)
2. Reconsidérer la pondération des offres, actuellement établies sur la base de 60% des points pour le contenu technique et 40% des points pour l'offre financière, à 70% et 30% comme utilisé normalement par le SNU. (action : BIT, SNU, gouvernement, priorité : moyenne, ressources : non applicable, calendrier : à moyen terme pour les prochains marchés)
3. Revoir la stratégie de formation et d'encadrement des CE afin d'assurer leur capacité effective à assurer l'entretien des bâtiments après l'expiration de la période de garantie, avec une nouvelle formation théorique et pratique pour effectuer les réparations et l'entretien requis avant la rentrée scolaire (action : cellule d'appui au projet, priorité : haute, ressources : basses, calendrier : immédiat pour les 78 sites). Ceci implique que des actions seront encore en cours après la fin du projet le 30 septembre 2018 et peut avoir des implications de coûts additionnels.
4. Favoriser les liens entre l'éducation et les effets du projet sur l'économie locale et le marché de l'emploi. Au sein du projet allouer jusqu'à 5 points aux entreprises, tâcherons et bureaux d'études en fonction de leur proximité par rapport aux sites de construction, pour tout marché additionnel. Revoir le barème afin de redistribuer les points en incluant ce critère additionnel. (action : cellule d'appui au projet, priorité : haute, ressources : non applicables, calendrier : immédiat)
5. Les acteurs principaux devraient obtenir une formation conjointe (UNICEF/BIT/PAM/Gouvernement) sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) afin de garantir un langage et une compréhension commune concernant la gestion des projets (action : partenaires du PC, action immédiate. Ceci requiert des fonds additionnels pour couvrir les coûts de la formation). Priorité : moyenne, ressources : moyennes, calendrier : à moyen terme
6. Si le MEN décide de continuer la construction des écoles comme prévu par le PSE, des fonds supplémentaires pourraient être alloués à la poursuite des activités de constructions scolaires du BIT selon l'approche HIMO, compte tenu de leur bon résultat et des besoins non couverts en salles de classe (action : BIT, partenaires PC, SNU, Norvège, après la période électorale. Priorité : haute, ressources : selon financement disponible, moyennes/hautes, calendrier : à court terme compte tenu de la fin du projet)
7. L'évaluation finale du projet devrait être une évaluation *ex post* plus d'un an après la fin du projet pour juger des effets socio-économiques engendrés à moyen terme et juger de l'appropriation des populations et du CE pour l'entretien des EPP. Une nouvelle évaluation dans deux mois de la présente évaluation intermédiaire n'apporterait aucun élément nouveau. (action : BIT, priorité : haute, ressources : non applicables, calendrier : dans 18-24 mois).

Au niveau stratégique

1. L'approche HIMO à Madagascar a été un axe stratégique d'une importance critique pour les investissements publics et la création d'emplois décents dans le passé. En raison de la crise politique les acquis de l'approche HIMO sont en danger. Il faudrait assurer un plaidoyer au plus haut niveau du gouvernement après les élections de novembre 2018 pour assurer que cet axe puisse être maintenu dans les prévisions d'investissement futures. (action : BIT, Norvège, gouvernement, dès fin 2018 si la crise politique prend fin à l'issue des élections. Priorité : haute, ressources : non applicable, calendrier : à court terme)
2. Les partenaires du PC devraient travailler conjointement avec le gouvernement pour obtenir une vision et un engagement communs sur les résultats à obtenir, en appliquant la gestion axée sur les résultats, au détriment des activités individuelles (action : UNICEF/BIT/PAM, MEN/DPFI, Norvège, à moyen terme pour toute intervention future ou extension du projet. Priorité : moyenne-haute, ressources : basses, calendrier : à court ou moyen terme)
3. Considérer la pertinence de développer des plans d'action locaux multisectoriels intégrés à effet démonstratif (en incluant notamment le PNUD pour les plans de développement locaux et la FAO pour le développement des activités agricoles et d'élevage) en sus des acteurs du PC afin de créer des modèles de développement local en concentrant les ressources dans certaines localités et communes, afin de renforcer l'effet des projets et de créer un effet multiplicateur (action : Coord. Résident et Equipe du pays du SNU, Norvège et autres bailleurs, gouvernement (primature), priorité : haute, ressources : non applicable, calendrier : moyen à long terme).
4. Encourager l'utilisation d'un règlement scolaire avec système de sanction/amendes comme à Beabo auprès des autres EPP afin de contribuer à la rétention et à limiter l'abandon scolaire (action : UNICEF/MEN, priorité : haute, ressources : non applicables, calendrier : à court et moyen terme)
5. Le gouvernement (MEN) devrait s'assurer d'une campagne prolongée de sensibilisation active des communautés sur la gestion des biens d'investissements communs comme les EPP construites et leur entretien (action : MEN, priorité : haute, ressources : basses/moyennes selon la nature de la campagne, calendrier : immédiat, à court, moyen et long terme jusqu'au changement de comportement)
6. Le SNU devrait analyser la question foncière et trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer que les domaines scolaires possèdent tous les titres de propriété nécessaires. Le SNU pourrait aussi décider d'inclure le coût de la régularisation (USD 430 par domaine en moyenne) dans le budget de la construction. L'équipe de pays du SNU et le coordinateur résident devraient trouver une solution à ce problème. (action : SNU, Coordinateur Résident, projet BIT HIMO, priorité : haute, ressources : basses, calendrier : immédiat/à court terme)